

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Cinquante-cinquième année. — N° 223

VENDREDI 7 AVRIL 1950

Le numéro : 10 francs

MM. les Ministres,  
Dans votre loi antitrust  
mentionnez-vous le  
**TRUST-ÉTAT ?**

## Paix irrelatée ou guerre : faux dilemme

**L'**OPTIMISME semble avoir déserté le monde. On s'abandonne à l'absurde fatalisme qu'anime l'événement. La marche en rond dans la nuit des sectarismes, des idolâtries politiques, des traditions venimeuses, pousse de plus en plus les hommes à s'accuser mutuellement de leurs malheurs, de leur impuissance. On a perdu la vision, pourtant bien nette encore pour certains, d'un avenir dépourvu de haines stériles et dont les routes d'accès s'ouvrent à chacun de nos pas.

Mais, pour les discerner, il faut secouer virilement aussi bien l'optimisme simpliste que le pessimisme paralysant, s'élever et poser froidement les problèmes, et d'abord celui de la guerre et de la paix; puis aussitôt demander : de quelle paix pourrait-il s'agir ?

La question, en effet, est primordiale et de sa réponse jaillira une lumière capable d'éclairer encore plus crûment la tragédie actuelle. Si les États-Unis et l'U.R.S.S. réussissent à s'accorder, ce qui n'est nullement exclu (nous entendons, non quelque modus vivendi éphémère, mais un traité mettant un terme définitif à la guerre froide par la délimitation du globe en zones bien tranchées), la paix risquerait alors de s'identifier à celle des camps de concentration, en deçà et au delà du Rideau de fer.

En Occident, le capitalisme libéral étant de plus en plus délirant, l'État est de plus en plus envahissant. Il se substitue partout à l'initiative privée, exerce une surveillance étroite sur chaque citoyen. Débarrassé, au moins pour un certain temps, des menaces de guerre, il faudra à ce moment qu'une impulsion nouvelle soit donnée à l'économie, et cette « renaissance » ne pourra être que le fait d'un gouvernement plus ou moins autoritaire. Rapidement, on verrait le monde divisé uniquement sur des mots, l'autoritarisme s'appelant ici, démocratie, là-bas bolchevisme.

L'autre issue est la guerre. Mais que nous offre le présent ? Y a-t-il une possibilité de briser ce dilemme ? Aucun homme conscient ne saurait le nier, car ce serait nier l'homme. Entre ces deux écrasements, cette paix monstrueuse, cette guerre dévastatrice, se place un point lumineux, faible encore, mais tenace comme tout ce que nourrissent les sources intarissables de la pensée. Cette lumière, c'est la reconquête, par l'homme, de son domaine dont il est frustré au bénéfice d'une minorité qu'appuient des lois artificielles inscrites nulle part dans les faits et dans la nature. Reconquête de la terre, reconquête de l'usine, reconquête de la mine, abandon de tous les faux principes qui provoquent notre perte, voilà la possibilité présente. En terme syndicaliste, cela se nomme : gestion ouvrière. En terme politique : révolution sociale. En terme philosophique : lutte de l'homme pour l'accomplissement de son destin.

## A L'AVANT-GARDE DE LA RÉVOLUTION

# La grève gestionnaire

## I- Les leçons d'une double faillite

Dans quelques années les hommes examineront nos méthodes actuelles de lutte avec la souriante ironie du Parisien regardant passer l'antique fiacre tiré par une rosse étiée.

Les hommes, les meilleurs comme les pires, semblent paralysés devant les phénomènes nouveaux, incapables de s'arracher à la routine, de rajuster les formes d'organisation, de les adapter, et lorsque je dis les hommes j'entends tous les hommes quels que soient les groupes humains et sociaux auxquels ils appartiennent.

La machine de guerre mise en route en 1939 et qui en plus de ses ruines a apporté son traditionnel bouleversement des valeurs économiques, semble avoir laissé ces hommes en marge des perturbations qu'elle produisait et incapable d'adapter leurs principes d'organisation, leurs méthodes de travail ou de combat à la cadence nouvelle des connaissances humaines.

La matière accélère sa transformation, l'homme piétine devant son problème, devant le problème de l'homme aux prises avec cette matière en constante ébullition.

1939 a marqué la faillite des blocs humains qui s'opposaient et prétendaient régler les problèmes de l'adaptation de l'humanité à l'économie.

**L'**ECHEC des dernières grèves, l'impossibilité pour les patrons d'utiliser entièrement leurs succès incontestables, l'obligation où se trouve l'État d'intervenir malgré le rétablissement de la « liberté des salaires » dans les rapports entre les ouvriers et les patrons, autant de réalités qui pèsent sur les hommes, désorientés et incapables d'adopter un rythme social voisin de celui d'une économie, galopant allègrement au-devant de valeurs et de réalités nouvelles.

Pendant les vingt ans de paix fourrée que le capitaliste, sorti grandi mais épuisé de la première guerre mondiale, s'était octroyé, l'économie libérale à peine tempérée par des règles étatiques qui la protégeaient plus qu'elle ne la menaçait, le bloc humain (pas forcément composé de capitalistes) groupé autour d'elle, n'avait cessé de prétendre que seule elle pouvait, dans la « liberté » et en donnant à chacun sa chance, régler la distribution entre les hommes des richesses du monde, d'une manière équitable ! Bien mieux et pour battre en brèche la poétique formule de Jaurès (Le capitalisme porte en lui la guerre, etc.) qui a tant traîné dans les praux douteux les soirs de réunion électorale, le groupe humain serré autour de l'économie capitaliste, faisant état de l'interpénétration

des économies, des ressources inépuisables de l'initiative individuelle, prônant au capitalisme une évolution qui ferait de lui une force d'équilibre et après le partage de tout ce que le monde contenait encore de richesses inexploitées (distribution des territoires pas encore colonisés, etc.) une force de paix.

Tout cela a sombré dans la guerre. Le capitalisme n'a pu ni assurer aux hommes un bien-être suffisant pour désarmer leurs oppositions aux méthodes d'organisation qu'il appliquait, ni instaurer en son sein un équilibre des appétits qui aurait assuré la paix.

Mais si 1939 a été la faillite des classes dirigeantes, peut-on prétendre que seul ce groupe humain a échoué ? Ce serait dérisoire !

Entre 1919 et 1939 un autre bloc humain suivait une courbe parallèle au capitalisme. Comme lui affaibli par la guerre, l'après-guerre allait lui permettre de se développer sur un rythme jusqu'alors inconnu. Composé de toutes, je dis bien toutes les organisations se réclamant du socialisme ou du syndicalisme, tantôt uni, parfois divisé, il percevait nettement la catastrophe où courait le monde. Il s'adressait aux hommes, définissait le danger, préconisait des solutions qui même lorsqu'elles différaient, avaient ce caractère commun : la nécessité d'en finir le plus rapidement possible avec le bloc capitaliste et mieux essayait, lorsque le hasard des jeux politiques le permettait (1936 par exemple), de faire rentrer dans la réalité l'essentiel de ses solutions.

Et bien, nous sommes bien obligés de constater que ce bloc humain qui s'était donné pour tâche d'arrêter le capitalisme dans sa course à l'abîme, de se substituer à lui dans l'organisation des hommes et des choses, de créer les rapports sociaux nouveaux que l'évolution économique imposait à également échoué ! Malgré les erreurs de ses adversaires il n'a pu profiter de la force numérique qui l'avait conduit au pouvoir pour renverser le capitalisme et par conséquent assurer la paix et transformer les méthodes de distribution des richesses du monde.

1939 a été la démonstration de ces deux évidences : l'impossibilité pour le capitalisme de surmonter ses crises, l'impossibilité pour la classe ouvrière d'arrêter ce capitalisme dans sa course à la guerre et de le remplacer dans l'organisation des hommes.

1939 ! La guerre ! La technique se développe. Les valeurs morales changent. Les vieilles équipes disparaissent, de jeunes ambitions pointent ! Elles s'affirmeront au hasard des luttes sporadiques, se tempèrent à travers l'aventure de la résistance ou de la collaboration.

Les hommes, l'immense cohorte des hommes, participe à la guerre. Pour expliquer, pour justifier le sacrifice qu'on leur imposait on a employé des mots, les mots éternels, les mots vides et creux dont s'étaient déjà servis les blocs humains qui avant la guerre les avaient en-

(Suite page 2, col. 5.)

## EN BELGIQUE

# Les travailleurs se mettent en grève... pour les politiciens !

**S**il les partisans des institutions autoritaires découvrent dans la crise belge une preuve de la « maturité politique » d'un peuple, nous, à l'inverse, n'y voyons que l'insuffisance de son sens social.

Le drame qui secoue sept millions d'hommes est le drame provoqué par le crédit encore inscrit à l'actif de normes sociales dont la malaisance n'est pourtant plus à démontrer.

Bien qu'un parallèle soit difficile à établir entre les luttes politiques françaises et celles de Belgique qui se compliquent de dissensions ethniques et linguistiques, on peut cependant avancer que les déchirements entre Wallons et Flamands, entre leopoldistes et anti-leopoldistes procèdent de conceptions sociales identiques quant au fond avec les nôtres, Français et Belges étant uniquement divisés au sujet du choix des chefs.

La fidélité au principe dynastique est puissamment ancrée dans l'âme belge et à un tel point que même les communistes, bien que s'opposant violemment avec les socialistes au retour de Léopold, se gardent bien d'y toucher. Aux yeux des citoyens le roi représente en effet le seul lien capable de maintenir la cohésion d'un peuple où se heurtent des oppositions linguistiques et raciales (Wallons et Flamands) allant surtout en ces moments d'effervescence jusqu'à l'intolérance, voire la haine.

Tout le monde étant donc parfaitement d'accord quant au maintien de la couronne la lutte se livre autour de la personnalité du futur roi. A première vue il peut sembler grotesque que des centaines de milliers de travailleurs participent à de telles compétitions, que le pays entier ait été plongé dans un climat d'émotion pour si peu de chose. Pourtant la réalité est loin d'être aussi simple, Léopold étant quelque chose comme le Péta belge. Nul, en Belgique, n'ignore son esprit nettement fasciste. Sa proclamation « d'indépendance » en 1936, sa sympathie presque avouée pour Hitler, son abandon de la lutte en 1940 (qui ne procédait nullement d'un désir de paix mais bien plutôt d'un désir de ralliement au nouvel « ordre européen ») sont présents à toutes les mémoires.

Or il était naturel qu'un tel homme ralliât autour de lui tout ce que la Belgique compte d'éléments réactionnaires, en premier lieu le Parti Chrétien. So-

cial et l'Eglise dont les prêtres sont les propagandistes les plus zélés de son retour.

Et ce qui pour les uns est une infamie, est pour les autres une vertu, les socialistes le traitent de roi fâlon, les catholiques de patriote, mais les premiers comme les seconds demeurent monarchistes et ne veulent entendre parler de République. Comme on l'avait prévu, dès la proclamation du référendum, la querelle des « pour et des contre » s'est transformée en lutte politique. Certes, elle n'est avouée, elle

par ERIC ALBERT

demeure officiellement sur le plan dynastique ; mais le raidissement des partis, surtout celui de M. Eyskens, le P.S.C., témoigne de tout l'intérêt que la Banque, le gros Patronat et l'Eglise portent au retour sur le trône d'un individu dont le passé est un sérieux garant de l'avenir.

Le Parti Socialiste Belge ne pouvait conserver une attitude passive devant un événement qui émeut tous les Belges. Représentant la gauche classique opposée à la droite, cette neutralité était proprement impensable aussi bien pour les chefs de ce parti que pour les troupes qui ne voient encore leurs espérances et leur avenir qu'à travers les luttes parlementaires.

Et l'on a vu, spectacle lamentable, des centaines de milliers de travailleurs de la C.G.T. belge déclencher des grèves massives, simultanées, se rendre à des meetings acclamer un Spaak, crier « Léopold au poteau », affronter des charges de police montées.

De leur côté, les travailleurs chrétiens s'opposent aux grèves sous prétexte qu'elles sont de caractère politique. Mais travailler c'est soutenir le Parti Social Chrétien, ne pas travailler c'est soutenir le Parti Socialiste Belge. Et entre ceux-là et ceux-ci les bagarres éclatent, entre Wallons et Flamands la tension est extrême, les premiers ne voulant à aucun prix d'un « Roi des Flandres ». L'antagonisme ethnique, à la faveur de cette tragédie, s'enfle à devenir haine raciale. On parle à nouveau de la renaissance wallonne, de fédéralisme wallon, comme si une cassure définitive ou provisoire était susceptible de porter remède aux maux sociaux qui, il est vrai, ne semblent plus intéresser personne.

Après la démission de Eyskens, l'échec de Carton de Viard et celui de Devèze, la dissolution des Chambres paraît à peu près inéluctable. Les partis restent en effet sur leurs positions : les chrétiens sociaux bien qu'ayant la majorité au Sénat ne l'ont pas à la Chambre sans l'apport de quelques voix des libéraux qui au

cours de ces derniers jours se sont révélés partisans d'une solution consistant à rappeler Léopold pour un délai fixé au bout duquel il abdiquerait.

(Suite page 2, col. 2.)

## A nos Lectrices

La semaine prochaine, nous publierons un important article concernant les conditions sociales et familiales de la femme dans la Cité.

# POUR LA PAIX AU VIET-NAM

## La police matraque les étudiants

**L**a Presse a relaté les événements du 28 mars que nous signalions déjà dans notre dernier numéro. Nous disions qu'il était à prévoir que le Quartier Latin, au cours de la présente période serait le cadre de manifestations qui permettraient, une fois de plus, de prouver que les Anarchistes résistent à l'avant-garde de la lutte contre l'oppression. Or que s'est-il passé ?

« Franc-Tireur » du 29 mars relate, sous le titre « odieuses brutalités au Quartier Latin », les faits suivants : « Des brutalités policières vraiment inouïes se sont abattues sur plusieurs centaines d'étudiants qui ont manifesté hier après-midi contre la fusillade d'écoliers à Saigon.

« Les jeunes gens s'étaient groupés vers 15 h. à l'angle de la place de la Sorbonne et du Boul-Mich. Ils se heurtèrent aussitôt à des barrages de police.

« Une délégation de la Fédération des Etudiants Anarchistes qui voulait pénétrer dans la Faculté des Lettres, fut violemment repoussée.

« La Police, comme si elle avait des ordres spéciaux, s'est livrée à des excès et des brutalités qui, en plein Quartier Latin discréditent une démonstration.

« Combat », du même jour, souligne également que «... vers 17 heures, des manifestants réussirent à occuper le bureau du Recteur. Ils ne se retirèrent qu'après avoir reçu l'assurance formelle du Commissaire du V° que « leurs camarades seraient relâchés sans poursuites.

« Les représentants des organisations participant à la manifestation déposèrent à l'intention du Recteur une pé-

tition pour protester contre les brutalités policières.

« Ont signé la Fédération des Etudiants Anarchistes, les Combattants de la paix, le Centre Richelieu ».

Nous nous contenterons, quant à nous, de donner des précisions « vécuës ».

Il était à prévoir que la présence des Etudiants anarchistes ne plaisait que fort peu aux militants staliniens. C'est ainsi qu'en plein Secrétariat du Recteur eut lieu une altercation entre ces Messieurs et nos délégués. Ils voulaient tout simplement empêcher notre mouvement (qui avait activement participé à la bagarre) de signer la pétition de protestation, sous le prétexte « que des gens qui n'admettent pas que la Russie est une force de paix ne peuvent être anticolonialistes ». En fait de « diviseurs », nous leur fîmes comprendre notre façon de penser !

Les R.P.F., de leur côté, ne demeurèrent pas inactifs. Ils se contentèrent d'indiquer les manifestants les plus vaillants aux policiers.

Ces derniers enfin, jouèrent une fois de plus le rôle de provocateurs assésés, transformant un défilé pacifique en émeute. Certains d'entre eux ont droit à une citation spéciale, notamment les agents matricule n° 12.241, 10.056, 11.141, 1.999 et 20.246. Sans parler, cela va sans dire, des gradés qui, eux aussi, firent tout leur devoir.

La manifestation du jeudi 29, par contre, fut un échec. C'est au Ministre que les délégués corporatistes allèrent ex-

poser leur déception et implorer la grâce d'une réduction sur les transports, ne serait-ce que pour redorer leur blason. 3 députés étaient d'ailleurs dans la rue avec nous, ce qui permit aux Etudiants anarchistes de les voir de très près, surtout M. Cayol, du M.R.P...

N'empêche que la lutte continue et que l'unité de la base est en train de se réaliser chez les Etudiants dans des proportions que nos adversaires sont encore loin de soupçonner, et cela sur des objectifs révolutionnaires, les nôtres.

C. D.



## Abonnez-vous

Nom : .....  
Prénom : .....  
Rue : .....  
Lieu : .....  
Département : .....  
Déclare souscrire un abonnement au Libéraire pour une durée de :  
6 mois (1) ..... 250 fr.  
1 an (1) ..... 500 fr.

et vous adresse ce jour un mandat à votre C.C.P. 5561.76 Paris, Robert Joulin.

(1) Barrer la mention inutile.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse, joindre 25 francs et la dernière bande





## LES RÉFLEXES DU PASSANT



Après que son président, M. Michel, ait tenté de chambrier un témoin, le colonel Morand, à son bénéfice exclusif, voilà que la Commission de « l'Affaire » enregistre avec satisfaction que M. Castellani entretenait de familières relations avec l'illustre Peyré. Et Tréno, mon sympathique confrère de « Franc-Tireur », de s'indigner, je me demande pourquoi ?

Il est en effet normal que les messieurs chargés d'éclairer une complexe affaire où se croisent, se mêlent, se juxtaposent compromissions, pots-de-vin, concussion, trafics d'influences, et j'en passe, soient eux-mêmes du métier afin que les dégâts se limitent, comme il se doit au châtiment exemplaire du garçon de bureau.

Il s'agit donc de compétences et de rien d'autre et le seul tort que l'on peut reprocher à M. Castellani est celui d'avoir été trop modeste. En tant que familier de Peyré, la présidence lui revenait de plein droit. On se demande même ce que l'on attend pour désigner à ce poste Peyré, lui-même ? Car alors, mais alors seulement, les

## Formation professionnelle

général et le menu-fretin seraient jugés par leurs pairs et la justice sauvegardée.

Certaines professions exigent des qualités particulières et la somme de ces qualités forme ce qu'il est convenu d'appeler : le genre français. Ainsi M. Gouin est le type achevé du parlementaire, le président Marchat celui du juge. Revers et Mast ceux des militaires héroïques, ceci grâce à des formations professionnelles dont l'essence est le culte de la souplesse et du compte en banque.

Verrait-on un B.O.F. honnête ? Le malheureux serait voué à une rapide déconfiture. Il lui faut donc cultiver l'art du coup de ponce sur la balance et de la comptabilité occulte. Le notaire se doit d'être décoré et retord, l'ecclésiastique, hypocrite et soumis, le policier, stupide et musculeux, le banquier, légalement véreux, le ministre des finances, faux monnayeur, le politicien, charlatan, et Bouzanguet, expert en faux témoignage.

Quant aux défauts rédhibitoires que sont l'honnêteté, le respect des lois, le goût de l'effort, la conscience du travail bien fait, ils sont le lot du menu peuple, des économiquement faibles, des lampistes. Et c'est bien pour cela qu'ils ne pourront jamais accéder aux nobles fonctions situées dans le ciel de gloire constellé et qu'ils se doivent d'obéir sans murmure. Avec le petit doigt collé sur la couture du pantalon.

OLIVE.

## Léon Blum est mort

(Suite de la première page)

des arrivistes, des nullités, des grotesques, des personnages falots ou répugnants qui l'entouraient et qu'il honora trop d'une amitié fidèle. Nous pensons à l'amitié Blum-Auriol ou à la tolérance de Blum pour un Gouin, qui sont presque des taches à sa mémoire.

\*

Le socialisme, le pacifisme, l'internationalisme de Léon Blum furent sincères sans doute, mais furent toujours des catégories intellectuelles et seulement cela. Blum chef de parti, Blum au pouvoir se trouvait déchiré entre ses conceptions et ses idéaux d'une part, la politique « réelle » de l'autre.

Le réalisme est la politique des salauds, a-t-on dit. Le déshonneur incessant de Blum fut de souhaiter le socialisme et l'internationalisme et de rester, le « gérant loyal du capitalisme », et le chef d'Etat patriote.

En définitive, le « maître des requêtes du Conseil d'Etat » l'emportait toujours sur le socialiste. Blum fut consterné des occupations d'usines « illégales » de 1936, et c'est contraint et forcé par la volonté de 9 millions de grévistes qu'il sortit des cartons les projets des 40 heures et des congés payés. Ses déclarations au procès de Riom (qu'on interprète aujourd'hui comme un acte héroïque !) consistèrent surtout à démontrer qu'il ne fit qu'empêcher la révolution et préparer au mieux la Défense nationale.

Le chef d'Etat l'emporta donc aussi sur le pacifiste et les billes de la Sécurité collective furent balayées par le courant de préparation à la guerre.

Blum ne put donc, sur le plan pratique, que décevoir ceux qui l'avaient pris pour maître et qui gardaient encore quelque virilité révolutionnaire.

On l'a comparé à Jaurès. Qu'il nous soit permis de penser que la comparaison est forcée.

L'influence et l'importance de Blum furent de nature très différente de celles de Jaurès. Blum n'a rien apporté sur le plan théorique que de médiocres justifications à la politique vacillante de la S. F. I. O.

Ses éditoriaux du « Populaire », son livre sur l'Exercice du Pouvoir, sa préface à l'ouvrage de Burnham ne sont que peu de chose à côté de ses études sur Goethe et Stendhal et c'est sans doute dans le domaine littéraire que Blum pouvait exceller.

\*

Ces jours derniers, les Attlee, Spaak et De Broekere ont rappelé en Blum un « maître » du socialisme contemporain.

En vérité, Blum a vécu au cœur de cette tragédie des socialistes sincères déchirés entre leur honnêteté, leurs désirs

FONTAINE.

## BELGIQUE

(Suite de la première page)

rait en faveur des fils la princesse Baudouin. Mais les socialistes et les chrétiens pour des raisons opposées refusent ce projet et l'on va ainsi être forcé de procéder à une nouvelle consultation électorale d'où ne pourra sortir en tout état de cause rien de bon pour le peuple.

\*

Petit pays, mais pays riche, puissamment industrialisé, la Belgique est une zone extrêmement importante de l'Europe occidentale considérée à travers la politique stratégique. Aussi voit-on l'Angleterre s'efforcer surtout à cause du danger d'une scission possible qui placerait les Wallons dans l'orbite de la France et provoquerait le démembrement d'un pays indispensable à l'organisation du Pacte Atlantique. Pour les mêmes raisons les U.S.A. s'inquiètent et outre-Manche comme outre-Atlantique on ne ménage pas ce roi Léopold dont l'entêtement, l'égotisme, l'étréoussé d'esprit ont jeté la Belgique dans un désordre politique grave.

Pour sortir de l'impasse à l'intérieur comme à l'extérieur nul ne propose rien de sérieux. Léopold pour les uns — donc la « majorité » de 57 0/0 — Baudouin pour les autres, c'est-à-dire l'autre « majorité » (tant il est vrai qu'on ne peut jamais savoir, à cause

de bien faire et leur pratique opportuniste. Il aura été l'incarnation même de l'impuissance du socialisme réformiste et des dangers mortels qu'il a fait courir et fera peut-être courir encore à toutes les possibilités révolutionnaires.

Quant nous pensons au tragique destin de notre Révolution d'Espagne, notre cœur se serre, non pour la disparition du leader social-démocrate qui se laissa empiéger dans la non-intervention, mais pour les centaines de milliers de martyrs, pour les dizaines de milliers d'anarchistes morts, eux, pour le socialisme et la liberté.

FONTAINE.

des abstentions où se place la vérité) sont les seuls remèdes envisagés. Des deux, aucun n'apportera au peuple belge la possibilité de s'unir vraiment autour d'un espoir et d'une volonté commune. Les passions politiques, donc atroces, ne pourront qu'en sortir renforcées et apporter ainsi aux gouvernants l'assurance accrue qu'ils ont encore de beaux jours devant eux.

E. A.

## Camarades !

Retenez cette date :  
**DIMANCHE 23 AVRIL,**  
**à 15 heures**

aura lieu un  
**Grand Gala artistique**

organisé par le groupe  
Louise Michel 8°

Salle Trétagne, 7, rue Trétagne  
(Métro : Joffrin)

avec les concours assurés  
des meilleurs artistes de Paris

Léo Campion, Léo Ferré, Jacques  
Grello, Cora Vaucaire, etc., etc...

seront là !

Cartes d'invitation au « Libéraire »  
ou écrire au trésorier du groupe :  
Jean Carles, 12, rue Leneveu, Paris.

## FEDERATION ANARCHISTE

## La Vie des Groupes

1<sup>re</sup> REGION

Service de librairie chez Laureys Georges, 80, rue Franco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

2<sup>re</sup> REGION

**APPEL AUX LECTEURS DU « LIB »**  
En achetant directement votre « Lib » aux vendeurs bénévoles, les « 10 francs » que vous versez sont intégralement perçus par l'administration du journal.

Le groupe anarchiste de Saint-Germain-en-Laye demande donc aux lecteurs non abonnés de cette localité et des environs, de se faire connaître des camarades dont les noms suivent, ceux-ci s'offrant pour leur porter le « Lib » à domicile.  
Pour Saint-Germain : Médina, 1, rue Darné, Bougival-Croisier, 5, rue de la Boissière d'Angela, Bougival, Le Pecq-Le Vésinet : Jean Max, 55, boulevard d'Angleterre, Le Vésinet, Montesson-Carrières : Brigrato, 21, route de Montesson, Le Vésinet.

\*

Le trésorier régional est à la disposition des trésoriers des groupes, chaque samedi, de 16 h. à 19 h., au 145, quai de Valmy.

PARIS XIII<sup>e</sup>. — Renseignements et adhésions. Ecrire à Jean Griewau, 7, impasse Prévoist, Paris-XIII.

ALFORTVILLE - MAISONS-ALFORT. — Le groupe se réunit tous les vendredis à Maisons-Alfort, 49, rue Jean-Jaures (autobus 151 : descendre vers la gare).

LEVALLOIS, environs de Paris (17<sup>e</sup>) (groupe Durutti). — Réunion le 2<sup>e</sup> et le 9<sup>e</sup> mercredi de chaque mois. Prochaine réunion : mercredi 12 avril, 21 heures, au « Vieux Normand », (face Métro Rome). Appel aux sympathisants, 2<sup>e</sup> jeudi 6 avril, 8 h. 30, rue de la République à « Contre Franco ».

MONTREUIL-BAGNOLET. — Réunion tous les mercredis 20 h. 45, café du Grand Café, 11, rue Mont-Pari, Métro (Métro Robespierre). Librairie, Bibliothèque.

VANVES, MALAKOFF, CLAMART, CHATILLON, ISSY-LES-MOULINEAUX. — Le groupe est formé pour adhésions et renseignements, Ecrire F. A. 146, quai de Valmy, Paris-X<sup>e</sup>.

3<sup>re</sup> REGION

Le Congrès Régional se tiendra le dimanche 16 avril, à 9 heures, à Metz. Les groupes sont priés de se mettre en relation avec Bore, 38, rue de la Chèvre, à Metz, délégué pour la préparation matérielle du Congrès.

7<sup>e</sup> REGION

RIOM-COMBRONDE. — La constitution d'un groupe va devenir bientôt effective. La réunion constitutive aura lieu dans la courant avril. Les camarades désirent se renseigner et obtenir des précisions sont priés de s'adresser pour Combronde à Edouard Garcia et pour Riom à René Viver à Beauregard-Vendon. La vente du journal est d'ores et déjà assurée.

8<sup>e</sup> REGION

Les groupes sont informés que le Congrès de la 8<sup>e</sup> Région aura lieu à Lyon le 7 mai.

Pour toute correspondance, s'adresser à Ladet Jean, St-Jean-la-Bussière (Rhône).

GRENOBLE. — Réunion les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, Bar de l'Epave, 4, rue de Strasbourg. Adhésions et renseignements. Ecrire à R. Bessard, 3, rue Bayard.

LYON CENTRE. — Permanence Café Bon Accueil. Cotisation, adhésion, bibliothèque, de 19 h. 30 à 19 heures.

9<sup>e</sup> REGION

BORDEAUX. — Permanence tous les dimanches, de 9 h. à 10 h., au service de librairie, 42, rue Lalande, vieille Bourse du Travail.

Camarades Lyonnais, Amis et Sympathisants, Passez une bonne journée ensemble, à la sortie familiale qui aura lieu le dimanche 23 avril, dans les environs de Lyon.

Les copains intéressés s'inscrivent au plus tôt à la permanence F.A. le samedi soir, ou au camarade Raymond Tardif, 1, rue Soufflot, Lyon-5<sup>e</sup>.

12<sup>e</sup> REGION, MARSEILLE-CENTRE. — Réunion tous les lundis à 19 h. très précises. De 19 h. à 19 h. 30 : Administration. De 19 h. 30 à 20 h. : Discussion et débat, sur un sujet d'actualité, par un camarade militant. De 20 h. à 20 h. 30 : Etude et discussion du Lien. COURS DE FRANÇAIS pour camarades étrangers et français des deux sexes (Prononciation, Orthographe, Diction, Syntaxe), tous les mercredis soir, à 7 h. au siège 12 rue Pavillon (2<sup>e</sup> étage). LIBRAIRIE — Permanence tous les lundis à 18 h. 45.

## Conférences - Débats

PARIS XV. — Jeudi 20 avril, à 20 h. 30, salle du P.S., 31, rue du Général-Beuret, métro Vaugirard. Sujet : Les Communautés de travail, par un délégué de l'Entente Communautaire.

GRENOBLE DE LIVRY-GARGAN. — Lundi, 10 avril, réunion du groupe, à 21 h., salle Nolze, autobus 147, descendre Mairie.

Causerie-discussion sur : Nécessité et possibilités de l'anarchisme révolutionnaire.

Cette discussion étant très importante pour l'activité du groupe, prière instante aux adhérents et sympathisants d'y assister.

Orateurs : Laroche et Lovorel

## REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2<sup>re</sup> REGIONPARIS (18<sup>e</sup>) GROUPE LOUISE MICHEL

Jeudi 13 avril 1950, à 20 h. 45  
Salle de l'Olympic, 20, rue Léon (métro : Barbès, Château-Rouge ou Marcadet-Poissonniers)

**Action directe  
et non violence**  
Orateur : Prière

\*

8<sup>e</sup> REGION

## LYON - VILLEURBANNE

M. L. E. C. N. T.  
Samedi 8 avril, à 20 heures 30  
Palais du Travail, à Villeurbanne

## GRAND MEETING

contre la répression  
en Espagne

Un camarade de la F. A. Italienne  
Lavorel, de la F. A. Française  
Sans Sicart, du M.L.E.-C.N.T.

\*

## LYON

Vendredi 14 avril, à 20 heures 30  
Café des Voyages, bd de la Croix-Rousse (face au funiculaire)

## Les Libératoires

et les partis politiques  
Orateurs : Laroche et Lovorel

La nouvelle formule est maintenant : l'économie dirigée. Ceux qui se creusent les meninges à prouver que le capitalisme naît de l'épargne et non pas de la partie non payée du travail des autres, ne s'arrêtent pas à considérer que quelque chose ne va pas. Qu'il faut y mettre bon ordre avec l'aide de l'Etat.

Les savants économistes ont enfin admis que les vieux systèmes des automatismes économiques sont trop dangereux pour la continuité du capitalisme lui-même, créant périodiquement chômage, difficultés, sous-consommation, contri-

buant à dessiller les yeux les plus encoûrés du droit de propriété individuelle des instruments de production sociale.

L'économie dirigée est donc la nouvelle panacée, la seule méthode pour sortir de l'« anarchie » de la production, le seul moyen d'« humaniser » le système capitaliste.

C'est ce que l'on veut bien appeler la socialisation du capitalisme. Les hommes d'Etat veulent parvenir à réaliser le tour de force suivant : maintenir les privilèges, mais en ne les faisant plus naître du « profit » qui se retourne contre lui-même et représente un agent perturbateur. Maintenir les privilèges en les faisant dériver directement des fonctions sociales donnant droit à des émoluments hiérarchiques.

L'influence de la planification hitlérienne, mussolinienne et stalinienne est caractéristique. Influence concrète qui repousse jusqu'en ses derniers retranchements cet agissant, frappé à mort depuis 1929, qu'est le capitalisme libéral, roi de la liberté la plus ignoble qui fut celle de spolier, rançonner, exploiter, sans que le consommateur et le travailleur aient le droit d'oser un gémissement, d'oser une plainte ou de vibrer d'une révolte, devenant bientôt révolutionnaire.

L'Etat, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, va faire ce que l'Etat a accompli déjà en U.R.S.S., au Japon ; ce qu'il a accompli sous les régimes hitlériens et fascistes : empêcher la surproduction économique, empêcher les symptômes graves par la guérison du mal, mais ne faut-il pas pour cela que l'économie se mondialise au point de n'être plus concurrentielle mais collaborative.

Nous touchons la grande difficulté. Les Etats-Unis, comme les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la Grande-Bretagne, sont les seuls à être sortis sans trop de dommages de puissance de la deuxième catastrophe et cette deuxième catastrophe a joué le rôle d'éliminateur : l'Allemagne, le Japon, la France, doivent intégrer leur économie dans l'un des systèmes qui doivent leur force au fait d'avoir surmonté l'épreuve avec moins de dégâts politiques et militaires.

La troisième guerre préparée minutieusement doit donc servir de suprême éliminateur pour l'unité économique mondiale sous l'égide d'une conception politique unique.

Déduction qui en dit long sur le mode de croissance des Etats et des Economies.

## COUP DE BOUTOIR DANS LE MONDE CAPITALISTE

Le monde est limité, fini, l'expansion économique et politique des capitalistes et des Etats ne peut plus se faire sur des territoires et des masses faibles. Les colonies elles-mêmes s'arrachent à l'hypnose et veulent s'émanciper en créant des industries. De jeunes Etats s'ébauchent suivis par des masses prolifiques, jeunes Etats qui deviendront demain Etats puissants, s'appuyant sur des villes peuplées, sur une industrie, que le concurrent aura en partie outillée.

L'impérialisme ne peut pas sauver les capitalistes. Les coups qu'ils se donnent pour se détruire soulèvent les fragments nationaux de l'univers mieux que l'internationalisme verbal.

C'est la conscience de cela qui fait réfléchir les hommes d'Etat américains, anglais, français et autres. Même lorsqu'ils parlent de libre entreprise, dans le régime libéral, ils savent bien dans leur intérieur qu'ils parlent d'un cadavre.

En arrivant à envisager l'U.R.S.S. sa dictature, les moyens d'actions de cet Etat policier qui sera le jardin des Hespérides, disent ses protagonistes, lorsqu'il

sera libéré de l'hypothèque des armements !

Comment faire, disent-ils pour que nous soyons toujours les aînés, pour éviter d'être supplantés par la surenchère « communiste » qui militaitement ou politiquement sape en profondeur les bases de la conception capitaliste et aussi les bases de la conception étatique bourgeoise ?

Et déjà, pour conserver les positions de la hiérarchie privilégiée, les moyens de passer de l'économie individualiste à l'économie planifiée sont étudiés, moyens

## par ZINOPOULOS

exigeant la modification de la structure juridique du droit de propriété.

Mimétisme des Etats, avons-nous dit quelque part, pour survivre, pour suivre les traces de l'Etat qui monopolise, le pouvoir et la puissance, qui est capable de se rendre attrayant aux masses qui l'ignorent par délégation, en flattant leur soif de justice et leur appétit d'égalité.

Et ces hommes d'Etat, voyant déjà les usines tourner, sans grèves, une législation rigoureuse et applicable, les prohibant.

Ils se voient déjà dans une nouvelle structure juridique où tous les instruments de production, de transport, d'échange, seraient propriété monopolistique de l'Etat. L'Etat fixerait le fonds

global des salaires ainsi que les plus-values qui doivent lui revenir pour le renouvellement de l'outil et l'accroissement du progrès technique.

Finie la souci de la vente des biens et les crises de débouchés. L'accroissement de la production ne serait plus une calamité.

Et désormais dans la concurrence que se livrent les Etats « libéraux » qui ne veulent plus l'être et l'Etat socialiste qui veut rester le seul jusqu'à l'absorption du monde, les prolétaires peuvent trouver l'issue en refusant d'être utilisés dans cette lutte pour le maintien de l'exploitation, en démolissant les Etats qui se déchirent avec leurs vies, en cédant la propriété des instruments de production non pas à l'Etat, fût-il « prolétaire », mais à la collectivité représentée par les syndicats d'industrie et les fédérations les unissant. Ce geste, s'il était tenté par un grand pays, aurait un immense rayonnement, et ce sans sous-estimer la puissance formidable de l'adversaire, uni, lorsqu'on le touche au cœur : le privilège.

Nous ne pouvons croire que les peuples des pays industriels et agricoles se laisseront longtemps encore abuser par les formules « nouvelles » qu'on leur propose, propres à leur donner l'idée naïve et illusoire du changement. Nous pensons que l'éducation sociale, et l'épreuve, éclaireront, comme dans la vie, le difficile chemin de leur évolution inégale.

## Grève gestionnaire

(Suite de la première page)

rôles dans leurs erreurs. Des mots qui ne voulaient rien signifier de précis et qui pour eux étaient pourtant lourds de tout ce qui n'y était pas, de tout ce qu'ils pressentaient sans l'expliquer et dont ils les chargeaient.

Après ! Telle était la formule qui martelait la cervelle de l'homme, qui cadencait sa marche à travers un conflit qui sans cet « après » n'aurait plus eu de sens pour lui ! Après ! Dans ce mot, illusion pour les « guides », les hommes mettaient tout leurs désirs d'harmonisation des choses de manière que plus jamais d'autres hommes puissent dire : Après !

Et puis le calme est réapparu. Les hommes ont momentanément arrêté de se battre. Des groupes humains se sont reconstitués ! Pourquoi ? Pour de nouvelles valeurs susceptibles de s'accrocher à la machine galopante vers la connaissance totale ? Vous n'y êtes pas !

Des groupes humains se sont reconstitués pour remettre sur pied ce qui avait sombré en 1939. Pour reconstituer l'économie capitaliste. Pour réaffirmer l'outil qui s'était ébréché sur elle avant guerre !

Des groupes humains se sont reconstitués pour faire revivre une économie qui comme sa dévancière et pour les mêmes raisons nous conduira à la guerre ! Pour faire revivre des méthodes de lutte qui comme celles d'autrefois et pour les mêmes raisons seront incapables de l'empêcher !

Et depuis la libération nous voyons sous les regards narquois de l'Etat « qui compte les points » et s'apprête à les mettre d'accord :

D'abord un bloc capitaliste incapable de trouver son équilibre, essayant tour à tour toutes les écoles économiques, mettant ses espoirs dans le dirigisme, puis dans le libéralisme, mélangeant le premier au second puis le second au premier, pour aboutir à un empirisme incohérent et sans horizon. Les échecs successifs de toutes ces « expériences » ont rendu encore plus profondes les contradictions dont crève le capitalisme et démontre l'impossibilité pour celui-ci d'élever la condition humaine.

En face de lui des organisations ouvrières, s'efforçant dans des conflits de plus en plus épuisants, menant des grèves multiples, obtenant de « grandes victoires » : 20 % d'augmentation, 10 % d'augmentation, etc., mais incapables de freiner la dévaluation constante du pouvoir d'achat des travailleurs, mais incapables de trouver des solutions pouvant arrêter une économie lancée vers l'abîme où elle nous entraînera tous et attacher à des revendications dénuées telles : l'augmentation des salaires, les conventions collectives, etc., qui ne correspondent plus aux réalités actuelles.

Prenons par exemple une quelconque entreprise. La valeur réelle des objets qu'on y fabrique est partagée entre trois partenaires : l'Etat qui sous forme d'impôts réclame sa part, les travailleurs qui sous forme de salaire en réclament une autre, et le patron qui en vertu du principe du profit capitaliste exige son lot !

Ecoutez résonner les trois bénéficiaires de la valeur des objets produits par l'entreprise et vous serez tout de suite édifiés sur les possibilités d'augmentation des salaires.

L'Etat déclare qu'il n'a pas suffisamment d'argent pour faire face aux nécessités budgétaires et réclame à travers l'augmentation des impôts une redevance plus grande ! Les travailleurs trouvent leurs salaires insuffisants et demandent qu'on les « aménage » ! Le patron se plaint que les deux premiers dévalent tous les bénéfices de l'entreprise et déclare que son profit réduit ne lui permet plus de faire face à ses affaires !

Et dans cette entreprise où les trois bénéficiaires demandent une modification en leur faveur de la répartition des profits et où aucun d'entre eux ne veut céder une partie de ce qu'il perçoit, toute modification « réelle » de la part de chacun s'avère impossible !

Si les travailleurs sont momentanément les plus forts, les autres cèdent et les ouvriers touchent alors 20 % d'augmentation par exemple ! C'est la « victoire » ? Mais alors l'Etat rétablit l'équilibre rompu en augmentant ses impôts, en trafiquant les monnaies et il le peut

d'autant mieux que la revendication arrachée a laissé en place et dans ses mains l'appareil économique ! Le patron augmente le prix de ses objets fabriqués. Et l'augmentation des salaires s'avère une opération en blanc rentable seulement pour les manchettes des journaux spécialisés dans l'exploitation des luttes ouvrières.

Certains pensent qu'il est encore possible de réduire la marge bénéficiaire du patron. Soit ! Mais alors celui-ci se trouve devant ce dilemme : ce sacrifice pour qu'il doit-il le consentir ? Pour l'Etat qui réclame encore plus d'impôts ? Pour mes ouvriers qui réclament une augmentation de salaire ?

Et alors un phénomène complexe se produit qui mérite d'être analysé. Certes le patron, individuellement, crie contre l'Etat qui dévore tout ! Mais le patron se garde bien de pousser sa protestation jusqu'à son aboutissement logique, la suppression de grands services (l'armée, la police, la justice, le douane, etc., etc.) qui ferait de cette protestation symbolique une revendication tangible et cela s'explique. Malgré sa mauvaise humeur contre l'Etat, le patron lorsqu'il est obligé d'abandonner une part de son profit préfère consentir un sacrifice en faveur de l'Etat qui le protège et assure sa continuité plutôt qu'en faveur de ses ouvriers qui l'attaquent, veulent le remplacer et se servent de l'augmentation de leur potentiel économique accru pour le mieux combattre !

Certains voient dans l'augmentation de la productivité, les possibilités d'augmenter la richesse de l'entreprise et par conséquent de donner satisfaction à un ou toutes les parties « contractantes ». Mais ou bien la productivité est augmentée par voie de modernisation, et cela ne regarde plus les travailleurs, mais le patron ou l'Etat, seuls qualifiés pour changer ou acheter des machines, ou bien on s'adresse aux ouvriers et alors c'est eux, c'est-à-dire leur force, qui est mise à contribution et alors la productivité devient synonyme de rendement et de travail à la tâche.

Dans ce cas-là, la valeur économique nouvelle obtenue par l'emploi de la force des travailleurs et seulement par leur est partagée entre eux, l'Etat et le patron et alors que les salariés perçoivent chacun une part, le patron et l'Etat perçoivent autant de parts qu'il y a d'ouvriers dans l'entreprise travaillant à l'enrichissement commun. Et comme les forces humaines ont des limites, et comme la part réservée à l'ouvrier reste infime en rapport avec toutes les parts encaissées par le patron et l'Etat, le problème reste entier et la productivité un attrape-nigaud qui ne trompe plus personne.

C'est parce que nous avons compris cela au lendemain de la libération que le premier congrès de notre Fédération Anarchiste posait le problème de la transformation de l'adaptation des luttes ouvrières aux nécessités économiques nouvelles. C'est pour cela que ce congrès posait dans toute son ampleur le problème « gestionnaire ».

En effet il apparaît que le seul moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs consiste à éliminer un ou deux des trois bénéficiaires du revenu de l'entreprise dont nous parlions plus haut.

Si les travailleurs se décident à éliminer le patron de l'entreprise, c'est la gestion directe et par conséquent, par la disparition d'un des trois bénéficiaires du revenu, l'augmentation de la part des deux autres.

Si les travailleurs sont assez forts pour éliminer l'autre partenaire, c'est alors tout le bénéfice de l'entreprise à ses ouvriers, c'est la révolution sociale !

Dans la suite de cette étude nous examinerons dans tous ses détails les possibilités de



# LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

## EN BULGARIE

### Lorsque le socialisme s'édifie... ...répression à toute occasion

Au temps du tsarisme où la dynastie des Cobourg gouverna ce malheureux petit pays, certaines traditions favorables au peuple étaient observées. Faut-il les regretter ? Le moins du monde. Surtout nous, anarchistes, qui les premiers avons donné le signal d'une lutte à outrance contre ces agents de l'impérialisme allemand dans les Balkans.

Mais, il faut bien le reconnaître, à cette époque, de temps à autre, les maîtres du pays se montraient indulgents. Ils éprouvaient le besoin, en certaines occasions, de relâcher un peu leur oppression, de partager en quelque sorte leur joie avec le menu peuple asservi et de lui donner l'occasion de manifester ses sentiments de sujets fidèles. Et les naïfs attendaient toujours impatiemment ces bonnes occasions : la naissance ou le mariage auguste, une fête, une joie quelconque à la cour royale, ou simplement une fête religieuse et nationale — la Noël, les Pâques — pour bénéficier de la grâce de « Leur Majesté ».

Ces temps des Cobourg sont révolus.

A présent, nous sommes sous la République. Nous sommes contre le passé et toutes ses traditions. Maintenant, nous « édifions le socialisme », sous la main forte de la dynastie des Dimitroviens. Certes, nous avons nous aussi nos traditions, seulement tout à fait contraires à celles du passé. Toutes les fêtes, joies ou événements fastueux, dont la cour dictatorial d'aujourd'hui s'enorgueillit ne sont qu'occasions de répressions systématiques. Le premier congrès national du « Front de la Patrie », tenu à Sofia le 10 mars 1945, six mois après la fameuse « Libération », fut suivi de l'arrestation de tous les délégués à la conférence nationale anarchiste et de leur internement dans un camp de concentration où ils restèrent plus de six mois.

Printemps 1947 : promulgation d'une loi concernant l'enseignement supérieur — arrestation de quelques dizaines d'anarchistes et d'agariens qui furent envoyés au camp de concentration « Koutzian » où ils se trouvent encore.

Novembre 1947 : visite mémorable de Tito. Le dictateur yougoslave dut être reçu obligatoirement par toute la population bulgare avec des démonstrations de joie. Dimitroff se fit photographier dans plusieurs poses et embrassa théâtralement le futur « traître et agent des impérialistes » ; un peu plus tard, visite d'un autre lustré du ciel balkanique, le dictateur albanais Enver Hodja, arrestation des anarchistes dans tout le pays, suivie de leur déportation dans les nombreux camps de concentration d'où ils ne sont plus revenus.

Décembre 1948 : cinquième congrès du Parti communiste, le premier et l'unique congrès de ce « Grand Parti des travailleurs » (se réclamant toujours d'un fameux « centralisme démocratique » qui depuis quatre ans gouverne le pays et assure toutes les responsabilités historiques, sans même consentir à consulter ses propres membres), arrestations de plus de trois cents militants anarchistes.

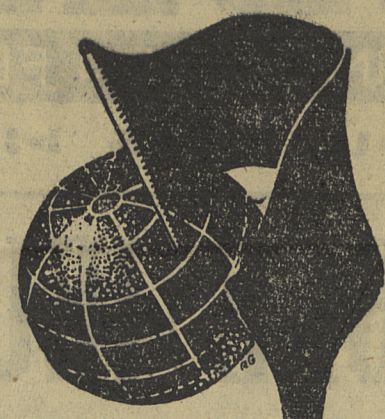
15 mai et 18 décembre 1949 : élections communales et élections législatives — nouvelles arrestations d'agariens, de socialistes et d'anarchistes.

Mort de Dimitroff — un événement unique, un grand malheur pour la dynastie régnante — arrestations.

Premier mai — arrestations ; anniversaire de Botef, le grand poète et révolutionnaire bulgare — arrestations ; anniversaire de la « Libération » nationale — arrestations ; arrivée au pouvoir du beau-frère de Dimitroff, Valko Tchervonkoff — arrestations.

Arrestations, arrestations, arrestations... Et cela continue, suivant les nouvelles traditions... « socialistes ». Et les camps de concentration débordent d'internés au moment où... le « socialisme s'édifie ».

Gr. BALKANSKY.



INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## EN ARGENTINE

### CRIME POLICIER

Cette traduction d'un tract de l'organisation syndicaliste F.O.R.A. d'Argentine nous donne une juste idée de la dictature péroniste.

L'AME populaire a vibré d'indignation devant la découverte du cadavre de l'ouvrier Carlos Antonio Aguirre. La présomption de sa mort entre les mains de la police Tucumane — peu après son arrestation dans la matinée du 28 novembre — reçoit aujourd'hui une tragique confirmation. Sauvagement torturé dans les souterrains de la maison du gouvernement de Tucumán, siège de la police des investigations de cette province, il mourut entre les mains des sbires qui prétendent effacer leur crime en enterrant ses restes dans une clairière d'un mont de Santiago de Estero.

Ces faits inouïs : détention, tortures, négations policières et tentative de faire disparaître le cadavre, illustrent tragiquement une situation très grave.

Nous vivons des heures difficiles et décisives. Aujourd'hui les limitations que subissent les libertés et les droits de corporation, de réunion, de grève, d'exprimer librement les idées, sont à la merci du caprice et des convenances politiques. L'Etat policier comprime le

## AU MEXIQUE

### JUSTICE EST FAITE AVEC JOSE GALLOSTRA

Le 20 février, en pleine avenue de la Réforme de la ville de Mexico, a été abattu d'un coup de feu le représentant officieux du Gouvernement franquiste, José Gallostra Garcia, individu qui depuis plusieurs années se trouvait dans les pays sud-américains, où il était venu pour y faire une intense propagande en faveur du phalangisme.

Bien introduit dans les hautes sphères du régime, José Gallostra était toujours à la tête d'importantes missions

diplomatiques et commerciales, ayant été ministre plénipotentiaire au Brésil et en Bolivie. Il se trouvait à Mexico depuis 1948, où il travaillait intensément dans le but de dresser le gouvernement de ce pays contre les représentants de la république et pour obtenir un changement de la politique extérieure qui eût permis l'établissement de relations avec la dictature franquiste.

Dans cette voie, l'envoyé spécial de Martín Artajo n'a obtenu aucun succès et le gouvernement mexicain, résolument antifranquiste ne s'est pas laissé séduire. Mais Gallostra avait, outre cela, d'autres missions à accomplir : corrompre l'émigration espagnole, gagner des adeptes au franquisme, stimuler la haine des résidents indigènes à l'égard des réfugiés espagnols, créer dans le pays des organisations de type fasciste qui serviraient de base pour des agitations futures.

José Gallostra ne manquait aucune occasion de parler contre les réfugiés, les présentant comme des bandits, des gens indésirables. Pour lui, les seuls d'entre eux à peu près décentes étaient ceux du genre d'Alvarez Builla qui se laissent gagner par une poignée de sous et retournèrent en Espagne, malgré les postes politiques qu'ils avaient, pour y discréditer l'émigration.

Le diplomate de carrière qui s'était converti en un misérable policier phalangiste, a rencontré à Mexico un homme : Gabriel Salvador Fleitas Ronco, cubain de naissance et ancien combattant de la guerre d'Espagne.

Lors de son arrestation par la police mexicaine, Fleitas n'opposa aucune résistance se bornant à déclarer que son action représentait un geste de protestation contre le régime franquiste, contre l'oppression imposée au peuple de l'Espagne où, tous les jours, d'honnêtes travailleurs sont torturés et assassinés.

Interrogé sur ses idées, Salvador Fleitas a répondu avec dignité, se déclarant anarchiste. Il déclara également qu'il considérait Franco et Staline aussi odieux l'un que l'autre et qu'il les jugeait comme étant les dictateurs les plus répugnants du temps présents.

Evidemment, la presse et la radio franquiste ont publié un communiqué officiel annonçant que Gallostra avait été victime d'un conflit du communisme international.

Ainsi s'écrit l'histoire !..

(Traduit de « Solidaridad Obrera »).

## Au Japon...

Le Comité International de la J.A.F. (1) Fédération anarchiste japonaise) nous communique :

« Notre journal La Heimin Simbun paraît, mais sa situation financière ne lui permet pas de paraître hebdomadairement. Tous les efforts sont faits pour que tous les 10 jours nos camarades reçoivent notre journal afin de continuer le combat pour la défense de nos libertés. »

Dans le n° 54 du 20-12-49 de ce journal, nous extrayons ces quelques lignes pour montrer combien la lutte est dure au Japon.

### L'Etat prospère et nos maisons sont en ruines

Les gouvernants nous demandent de la « patience pour la reconstruction de la Patrie ». Notre situation est toujours la même : le fascisme rend partout et 99 % de la population en est victime. Est-ce que l'Etat a le pouvoir de reconstruire ? La loi oblige le peuple à souffrir en patience par le rationnement (et elle punit le marché noir) ou encore l'exploite par un cruel impôt. Exemple : une famille de cinq personnes a besoin de 20.000 yen par mois pour vivre, les gouvernants jugent alors que cette famille a certainement plus de revenus et l'imposent de 250.000 yen par an. Mais quelques-uns seulement peuvent payer cette somme et le plus grand nombre se voit confisquer par la force ce qu'il possède ; les plus timides se suicident.

Devons-nous légalement payer l'impôt et mourir de faim ? Non, tous les hommes ont naturellement droit de vivre sainement et d'une façon civilisée. Mais cela doit être défendu autrement que sur le papier. Le droit de vivre est un privilège au-dessus de toutes les lois. Il est le droit le plus sacré reconnu par la Constitution. Il est le droit naturel de tous les êtres à travers le monde. Nous devons défendre notre droit à la vie, qui jamais ne doit être entamé par des lois plus ou moins scélérates édictées sans mesure par les gouvernants.

« Nos maisons sont en ruine que signifie alors pour nous l'Etat ? »

(1) Le Comité International publie mensuellement un bulletin en espéranto où il donne un commentaire sur les articles publiés dans La Heimin Simbun.

## ...et en U.R.S.S.

### Réévaluation du rouble

La presse soviétique et communiste a fait beaucoup de bruit au sujet de l'alignement du rouble sur l'étalon or. Outre la preuve que ceci nous fournit que Moscou impose ainsi son système économique, et particulièrement sa monnaie, à ses satellites, voyons les avantages réels qu'en tirera l'ouvrier soviétique.

Il gagnait 21.815 francs par mois (250 roubles) environ.

Au 1<sup>er</sup> mars : un kilo de beurre coûtait 3.403 fr. (39 roubles) ; une chemise, 6.980 fr. (80 roubles) ; un complet, 113.438 francs.

Aujourd'hui : un kilo de beurre coûte 2.380 fr., une chemise 4.885 fr., un complet 79.407 fr.

Ce n'est pas encore le paradis. Pour l'ouvrier s'entend.

Quant aux bureaucrates du régime rouble-dollar ou rouble-or, ils y gagnent toujours.

Les hommes, en général, sont autant de perroquets religieux ; ils ont appris à dire qu'ils croient en Dieu ; mais ils ne savent ni pourquoi, ni comment. Tout ce qu'ils savent, c'est que le curé de leur paroisse leur a ordonné de croire.

BLOUNT  
(Philosophe anglais.)

# DES QUATRE COINS DU MONDE...

## POLOGNE

Le rôle des propagandistes et des activistes dans les « républiques populaires » consiste surtout à augmenter la production et à imposer une discipline de fer aux travailleurs.

Extrait de la « Trybuna Ludu » : « Les groupes de propagandistes commencent à jouer un rôle important pour la liaison entre le parti et les masses. Mais leur niveau politique est relativement bas. Il faut faire tout pour le relever. »

Dans le nuit « Wilson » l'équipe de mineurs a atteint 208 % de la norme ; dans le nuit « Bernad » en deux mois l'absentéisme est descendu de 3.600 h. à 900. Ces résultats ont pu être obtenus parce que « dans chaque secteur les activistes ont pris sous leur protection les ouvriers qui négligeaient leur travail et ont déployé parmi eux une forte propagande. »

Une forte propagande contrôlée et appuyée fortement par le M.V.D. national qui « protège » et les protégés ouvriers et leurs « protecteurs » activistes.

## INDOCHINE

Deux extraits du « Journal Officiel de la République Française » :

« Séance du 13 janvier 1950.

« M. Ballanger expose à M. le Ministre de l'Intérieur le cas d'un commissaire de la Police indochinoise qui pèse une grave présomption de tentative d'assassinat, présomption appuyée sur des preuves telles que dépositions précises des témoins présents, frais d'hospitalité acquittés par le commissaire lui-même ; et lui demande s'il considère comme normal que ce commissaire soit encore en fonction dans la localité où se sont produits les faits incriminés, et se permette de convoquer sa victime dans son cabinet pour, sous la menace, tenter de lui faire retirer sa plainte. »

M. Ballanger devrait bien comprendre que les crapules de cet acabit sont indispensables en Indochine et absolument à leur place dans la police où ces pratiques — l'ignorerait-il ? — sont monnaie courante.

« M. M. Signor : cette intervention de M. A. Signor :

VIII. — « Trois jeunes soldats bre-

« tons ont été condamnés à mort par le tribunal militaire de Hanoi en janvier 1949 pour viol et assassinat commis sur des civils vietnamiens ; ce sont les condamnés, fils d'un général en retraite, a indiqué que des supérieurs lui avaient donné l'exemple et ont été condamnés à mort ; appartenant actuellement à un bataillon de parachutistes de Saint-Brieuc, qui a assassiné sous ses yeux, des petits enfants vietnamiens ; ce qui a été déclaré que les massacres des populations civiles, les viols et les incendies de villages en Indochine étaient

« exécutés au vu et au su de certains officiers et même sur leur ordre, notamment à Nam-Dinh ; il lui demande quelles suites ont été données à ces révélations et combien de sanctions, classées par nature et durée des peines, ont été prises contre des militaires sous l'uniforme français pour crimes de guerre au Vietnam. »

« Mais, pour couvrir l'ensemble des exactions des « civilisés », on ne va tout de même pas fusiller des officiers, voyons.

## U. R. S. S.

### COLONIALISME

— Voici des chiffres nous donnant une juste idée de l'espace vital nécessaire à une nation « socialiste et anticolonialiste » :

	SUPERFICIE		POPULATION	
	En 1.000 milles carrés	En % de la superficie de la Russie d'Europe	En millions d'Europe	En % de la population de la Russie
Russie d'Europe .....	2.363,3		151,1	
Russie d'Asie .....	8.240,8	349	41,7	28
Etats satellites .....	382,0	15	70,0	46
Chine et Mandchourie ..	4.457,0	189	491,0	325
Espace colonial total de l'U.R.S.S. ....	13.049,8	553	602,7	399

(1 mille carré = 2,56 kilomètres carrés.)

— Sur le plan commercial, les chiffres suivants prouvent amplement la dépendance des satellites à l'U.R.S.S.

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	1938	1949	1938	1949
	%	%	%	%
Hongrie .....	0,06	21,8		23,3
Bulgarie .....	0,9	60,0	0,08	51,0
Tchécoslovaquie .....	1,1	15,7	0,7	16,5
Pologne .....	0,8	28,9	0,1	17,8
Roumanie .....	0,6	49,0	0,04	50,0

Ce tableau parle de lui-même. Mais il ne faut pas oublier que dans son commerce avec ses Etats vassaux l'U.R.S.S. non seulement fixe elle-

même les prix et bien entendu s'avantage d'une façon exagérément disproportionnée. Mais encore qu'elle fixe ce qui doit lui être vendu et ne vend que ce qui lui convient de vendre.

— Dans le domaine culturel, l'extrait ci-dessous d'un programme de la Radio nationale hongroise nous fixera sur l'asservissement total des pays colonisés par l'U.R.S.S.

— Musique du bon voisinage (disques soviétiques) ;

— Chœurs « Ce que nous avons vu dans l'Union Soviétique » ;

— Journal parlé du village.

— Dimanche après-midi dans la DFOZ (Association Communiste des Etudiants) ;

— Un quart d'heure de Marxisme-Léninisme ;

— Chœurs. Chœurs de langue russe ;

— Pièce de théâtre : « Tamara Vostrikova et sa Brigade » ;

— Pièces pour piano de compositeurs russes ;

— Pièce pour la radio par Karbonovska « Le koulak démasqué » ;

— Les villes chantantes : De Saint-Petersbourg à Léningrad ;

— La route du mouvement communiste ;

— Les luttes de la jeunesse léniniste ;

— Extraits des œuvres de Hachovortana.

Sur les plans cinématographique, théâtral, littéraire, etc., il en est de même.

## ITALIE

### UNE LEÇON D'OBJECTION DE CONSCIENCE

Pietro Pinna, par suite de l'amnistie de l'Année sainte, a été relâché de la prison de Naples où il était enfermé purgant sa seconde condamnation infligée par le tribunal militaire. Cet objeteur n'était pour autant libéré de ses obligations militaires. Ne modifiant rien à son attitude, Pietro Pinna se préparait à subir de nouvelles condamnations.

Devant cette ferme position et redoutant de ce fait une recrudescence de la propagande antimilitariste, le ministère a jugé plus politique de com-

gédier cet entêté et de le dispenser de toute obligation militaire.

(Extrait de « Volonta »).

En France, hélas ! O. Bugany, A. Schenauer, J.-B. Moreau, Fredouille, Joseph Vincent, C. Meyer, Schaguene, etc., sont toujours emprisonnés malgré les efforts de l'am. Véran, secrétaire du Comité de défense des objeteurs.

## ESPAGNE

Les représentants diplomatiques, le doyen, l'Anglais Hohson en tête, organisèrent il y a quelque temps fêtes et réceptions pour rendre hommage aux « hiérarches » phalangistes.

Ces exhibitions de diplomates « républicains » festoyant aux côtés des principaux assassins en chef de la phalange et du tristement célèbre gouverneur de Barcelone Baeza Alegria, étaient probablement insuffisamment innocentes par elles-mêmes : elles se déroulaient le jour où seize antifascistes étaient fusillés par les franquistes.

On a du tact dans la carrière.

## Etudes Anarchistes

Abonnements. — France : 5 numéros : 175 francs ; 10 numéros : 350 francs. Etranger : 5 numéros : 200 francs ; 10 numéros : 400 francs. Le numéro : 40 francs.

Versements. — C.C.P. 7418-03, PARIS, VINCEY, 170, rue du Temple, Paris (80). L'adresse de VINCEY n'est valable que pour les versements. Toute la correspondance doit être adressée à R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris.

Le numéro 6 est en préparation avec la fin de l'étude de Leval sur la monnaie, la suite du débat sur le syndicalisme.

L'administration fait aux abonnés (5 numéros) un pressing appel pour le renouvellement de leur abonnement, afin que des rappels (frais de timbres) soient évités.

## SYNDICALISME

G. Yvetot : L'A.B.C. du Syndicalisme, 15 fr. (25 fr.). — Grifuelhes : Le Syndicalisme révolutionnaire, 10 fr. (20 fr.). — F. A. : Les Anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.). — E. Rotot : Le Syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.). — F. Pelloutier : Histoire des Bourses du Travail, 240 fr. (270 fr.). — P. Bernard : L'Ethique du Syndicalisme, 75 fr. (105 fr.). Le Monde nouveau, 140 fr. (170 fr.). — XX. : Léon Jouhaux, voici l'homme, 40 fr. (55 fr.). — J. Rennes : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.). — Jean Jacques : Vie et mort des Corporations, 125 fr. (155 fr.).

## PHYSIQUE - BIOLOGIE

### SOCIOLOGIE, ETC...

Buchner : Force et Matière, 240 fr. (285 fr.). — Haeckel : Histoire de la Création, 400 fr. (470 fr.). — R. H. Huxley : Du Singe à l'Homme, 180 fr. (210 fr.). — Darwin : L'Origine des Es-

pèces, 500 fr. (570 fr.). — Dr Dedel : Moïse ou Darwin, 75 fr. (105 fr.). — A. Lardot : Crimes et Sociétés, 125 fr. (155 fr.). — G. Matise : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.).

Prière d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145, quai de Valmy, Paris (X<sup>e</sup>), C.C.P. 5561-76.

Cette semaine vous relirez avec plaisir  
LES SOLILOQUES  
DU PAUVRE  
de Jehan Rictus  
345 fr. Franco recommandé 400 fr.  
En vente au « Libéraire »  
C. C. P. R. Joulin 5561-76

## ESSAIS - PHILOSOPHIE

Han Ryne : Crépuscule, 120 fr. (150 fr.) ; Dans le Mortier, 120 fr. (150 fr.) ; Amant ou Tyran, 120 fr. (150 fr.) ; Songes Perdus, 120 fr. (150 fr.) ; La Soutane et le Veston, 120 fr. (150 fr.) ; Bouche d'Or, 120 fr. (150 fr.) ; La Tour des Peuples, 280 fr. (310 fr.) ; Les Origines dans la Montagne, 280 fr. (310 fr.) ; Le Père Diogène, 75 fr. (105 fr.) ; Les Apparitions d'Ahasvérus, 75 fr. (105 fr.) ; Chère Pucelle de France, 75 fr. (105 fr.) ; L'Amour Plural, 75 fr. (105 fr.) ; Le Sphinx Rouge, 150 fr. (195 fr.) ; La Vie Eternelle, 60 fr. (90 fr.) ; Déterminisme et Libre Arbitre, 20 fr. (30 fr.) ; Petite Causerie sur la sagesse, 40 fr. (55 fr.) ; Maltatuli (en espagnol) ; Paginas Selectas, 40 fr. (50 fr.). — Max Stirner : L'Unique et sa Propriété, 325 fr. (355 fr.).

## EDUCATION SEXUELLE

### NEO-MALTHUSIANISME

J. MARESTAN : Education Sexuelle, 250 fr. (280 fr.). — Dr NAGUIB RIAD : Le Bonheur Intime, 390 fr. (435 fr.). — M.

DEVALDES : La Maternité Consciente, 75 fr. (105 fr.). — J.M. LAHY : Du Clan Primitif au Couple Moderne, 75 fr. (105 fr.). — A. LORULOT : L'Education Sexuelle et Amoureuse de la Femme, 150 fr. (180 fr.). — La véritable Education sexuelle, 300 fr. (335 fr.). — Morale sexuelle chrétienne ou libertaire, 25 fr. (35 fr.). — Louis HOBRY : Morale de l'Eglise et morale laïque, 15 fr. (25 fr.).

## PEDAGOGIE

S. A. T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.). — G. GIEUD : Compuls, 240 fr. (310 fr.). — A. JOUYNE : Une Expérience d'Education Nouvelle, 75 fr. (105 fr.). — M. MARTINET : Culture Proletarienne, 200 fr. (230 fr.). — C. ABUDU AH : « Les Oiseaux » Maison d'enfants, 250 fr. (280 fr.). — S. GLODEAU : Une Humanité, une Langue, 30 fr. (40 fr.).

## ROMANS D'AVANT-GARDE

### ET DOCUMENTS

A. KOESTLER : Croisade sans Croix, 200 fr. (230 fr.). — Un Testament Espagnol, 180 fr. (210 fr.). — La Lie de la Terre, 240 fr. (285 fr.). — La Tour d'Exra, 350 fr. (395 fr.). — Le Bar du Crépuscule, 180 fr. (210 fr.). — A. SERGENT : Je suivis le mauvais garçon, 100 fr. (140 fr.). — J.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

BLANC : Confusion de peines, 255 fr. (285 fr.). — Joyeux fais ton fourbi, 255 fr. (285 fr.). — Le Temps des Hommes, 200 fr. (230 fr.). — J. HUMBERT : Sous la Carroule, 80 fr. (80 fr.). — HAN RYNE : Face au public, 230 fr. (230 fr.). — A. de MALANDER : La Tétralogie de R. Wagner, 250 fr. (285 fr.). — ALBERNY : Les Complices, 180 fr. (210 fr.). — A. PATRONI : La Débauche de l'Elite, 150 fr. (180 fr.). — P. PRIEST : Perdus dans le désert, 180 fr. (210 fr.). — A. LORULOT : Fleur de Poésie, 150 fr. (180 fr.). — J. SOUFFRANCE : Le Couvent de Gomorre, 200 fr. (230 fr.). — R. NIF : Tout un monde : Les Ours, 225 fr. (255 fr.). — G. VIRGIL GHEORGHIU : La vingt-cinquième heure, 350 fr. (420 fr.). — UPTON SINCLAIR : Le Christ à Hollywood, 200 fr. (230 fr.). — HERRÉ BAZIN : Vipers au Poing, 240 fr. (315 fr.). — Ignazio SILO : NE : Fontamara, 285 fr. (315 fr.). — Jean GIONO : Noé, 315 fr. (385 fr.).

## DIVERS

A. LORULOT : Sa Majesté l'Amour, 500 fr. (570 fr.).

## PHOTOS (cartes postales)

S. FAURE (Portrait d'art), 35 fr. (50 fr.). — P. KROPOTKINE, 30 fr. (35 fr.). — C. BERNERI, 25 fr. (40 fr.).

## BIOGRAPHIE-SOUVENIRS



# Lettre ouverte à Jouhaux

Le 6 décembre 1911, à la Maison du Peuple de Bruxelles, un petit allumetier, du nom de Jouhaux Léon, militant anarcho-syndicaliste, faisait une conférence sur « Le Syndicalisme français ». Elle fut éditée en brochure. L'ayant retrouvée chez un bouquiniste des quais de la Seine, notre petit allumetier, pensant lui être agréable, vient de l'envoyer à Léon Jouhaux, président de Force Ouvrière. Vous en trouverez ci-dessous les principaux passages.

Le 6-12-1911, Jouhaux Léon disait :

« ...la lutte des travailleurs contre l'autorité de l'Etat est de tous les temps. Elle... conservera toujours la même signification de lutte contre l'autorité bourgeoise... Le terrain de l'illégalité du moment est toujours le terrain sur lequel se prépare la légalité de l'avenir. Et cette légalité, c'est pour nous la transformation complète des rouages sociaux actuels, la refonte totale de cette vieille société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui, dans ces temps du modernisme, prend le nom de salariat. C'est vers la suppression du salariat que nous allons, c'est pour matérialiser ce résultat que nous travaillons. Nous voulons remettre entre les mains des producteurs les instruments de production, pour que chacun, travaillant selon ses forces, puisse consommer selon ses besoins.

« ...Il y a en France de grands principes de justice et d'équité, mais qui n'existent que sur les murs et dans les livres, parce que la tendance impérialiste domine tout cela et fait que toutes les conquêtes du droit démocratique acquises par les ouvriers se retrouvent contre eux.

« ...Si on n'a pas réussi à tuer le mouvement ouvrier, c'est parce que, depuis son plus jeune âge, il a appris à subir les coups des gens du pouvoir, à vivre en marge de la légalité... Toujours, la tactique du pouvoir fut la même : confectionner des lois pour mieux endiguer les tendances révolutionnaires.

« ...La classe ouvrière est à même... de procéder à l'expropriation de la classe bourgeoise et, sur le plan économique, à procéder à la nouvelle organisation sociale... Dans notre pays de décadence bourgeoise, au moment où le parlementarisme tombe en discrédit, où la démocratie radicale fait faillite à tous ses engagements et ses promesses, nous vivons une période historique... L'expérience nous a démontré que, pour être effective, la révolution devait être faite par le peuple et pour le peuple.

« ...Ce n'est pas au moment où l'Etat sombre dans la plus lamentable faillite que nos camarades réformistes, désirant surtout faire rentrer le mouvement syndical dans le giron de l'Etat, peuvent espérer voir jamais triompher leurs idées... Alors que nos camarades réformistes veulent établir des ententes entre ouvriers et patrons,

Voilà, certes, un document qui sera d'une grande utilité à Léon Jouhaux, dans son travail de président syndical. Nous l'offrons également à la méditation des adhérents de Force Ouvrière, persuadés qu'il leur sera d'un grand secours dans les luttes à venir...

Nous nous abstenons prudemment de prendre position dans cette bagarre intestine qui risque de dévorer deux hommes placés sous le même nom... car notre siège est fait depuis longtemps envers le réformisme comme envers Léon Jouhaux.

René GUY.

## Revue de la Presse syndicale

A. Lafond souligne dans Force Ouvrière qu'une seule poignée de traitres — dont il est un des plus représentatifs — a suffi à briser la puissance cégétiste dans la grève des Transports publics. Et il ajoute avec cynisme :

« ...Nous pourrions en concevoir de l'orgueil (de quoi être fier en effet) l'explication est plus simple et plus large. En réalité, des couches de plus en plus nombreuses de travailleurs ont réalisé, ils font la distinction entre la grève politique et la grève revendicative.

Ils acceptent et pratiquent la seconde. Ils se dressent contre la première. Nous ne trahissons pas, mais les travailleurs ne se laissent plus abuser...

Nos camarades du « groupe transports » ont particulièrement pris ce passage. Car en vérité, les travailleurs du Métro avaient fait leur choix : la grève pour les 3.000 fr. Et seuls tous les syndicats portèrent la responsabilité du retard apporté dans le déclenchement de cette grève.

Et c'est tout à l'honneur des dirigeants F.O. d'avoir tiré leurs mandats au nom d'une distinction subtile sur les grèves politiques.

Et puisque l'on parle de grève, il ne serait peut-être pas inconvenant de citer ces quelques extraits d'un article : « Pourquoi la grève générale ? » publié par l'organe F.O. : Les Métaux (nov. 1949). C'est A. Bouché qui parle.

« ...Aujourd'hui nous sommes de ceux qui sont des plus à l'aise pour réclamer, avec force, une grève générale, complète et totale.

Certains nous accusent de fanfaronnades, disent que nous demandons la grève en soulignant que d'autres en prennent la responsabilité ; tout cela n'est pas sérieux, et je tiens à affirmer que le bureau des Métaux F.O. de la R.P. est unanime et prêt depuis longtemps à prendre ses responsabilités dans le cadre d'un mouvement complet et total, à former avec plus de force encore que le même bureau est contre tout mouvement partiel de grève que ce soit d'industrie, de région ou d'entreprise.

Pourquoi ? Parce que nous savons que la fa-

**Après avoir lu ce journal FAITES-LE CIRCULER !**

Merci

pour obtenir les améliorations réclamées, nous déclarons, au contraire, que cette façon d'opérer ne peut amener aucun résultat effectif. Car si les avantages ainsi obtenus ne sont pas illusoire, ne se retournent pas contre les travailleurs, ils s'établissent sur le dos du consommateur, dont les travailleurs sont la plus grande majorité. Pour nous, dans la lutte ouvrière, sont en présence deux intérêts opposés, inconciliables, et les avantages à obtenir doivent l'être par la victoire d'un des deux belligérants.

« ...L'action, c'est la vie... Tant que nous sommes en régime capitaliste, nous devons batailler contre le régime oppresseur. Notre devise doit être : Vivre pour lutter.

Nous nions à l'Etat prétendant républicain, qui nous gouverne, la possibilité d'établir une juste balance entre les intérêts multiples et complexes qui s'agitent dans notre pays... Sa constitution, ses bases, en font le défenseur des droits bourgeois... Il est l'organisme de domination d'une classe adverse. Demain, un simple changement de l'étiquette gouvernementale n'apporterait aucune amélioration sérieuse dans la condition des exploités. L'Etat ne peut être qu'un ennemi pour la classe ouvrière...

« ...La lutte, nous ne la menons pas en déléguant dans les assemblées délibérantes des représentants. Nous la menons dans nos organisations, en élevant le niveau moral des travailleurs, en créant une conscience de classe... Le jour où cette conscience s'épanouira complètement, l'autorité de l'Etat sera réduite à zéro. C'est à ce but que nous visons...

Non, les ennemis des ouvriers français ne sont pas au-delà des frontières, ils sont en dedans. NOTRE ENNEMI C'EST NOTRE MAÎTRE !

Négation de l'Etat-providence, ACTION DIRECTE veut dire : action directement exercée par les travailleurs sur leurs employeurs ou sur l'Etat...

« ...La conciliation doit n'être qu'une incidence et non un moyen d'action. Jamais, à aucun moment, il ne doit venir à l'idée que c'est là la forme que doit revêtir la lutte ouvrière.

« ...La grève générale, c'est le refus de continuer à subir l'exploitation capitaliste... Elle s'accompagnera d'une prise de possession, par les ouvriers, des instruments de production. »

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## Le TROUBLE JEU des « CADRES »

L fut un temps, pas très lointain, où la maîtrise des entreprises se dressait contre tout ce qui touchait au communisme. Elle poursuivait tous ceux qui se réclamaient, de près ou de loin, du marxisme. Elle menait la vie dure aux ouvriers communistes, se montrant plus tolérante envers les socialistes. Naturellement, le patronat, petit, moyen ou grand, encourageait la hiérarchie dans ses brimades. Si vous voulez trouver du travail, il fallait montrer patte blanche. Dès que les employeurs apprenaient que vous étiez « un rouge », les portes se fermaient. Nous sommes quelques-uns à avoir goûté cela d'assez près.

Mais depuis cette sacrée « libération », qui marque décidément le début d'une autre époque, on assiste à une renversée catégorique. Chaque grève nous donne l'occasion de constater une similitude de vues et de revendications entre la C. G. T. aux ordres des staliniens et les cadres, techniciens, agents de maîtrise. Avec ensemble, ils sont d'accord pour les primes de toute nature, pour la hiérarchisation des salaires à outrance, pour l'accélération du travail, pour la notion de rétribution selon les capacités individuelles. Le tout étant laissé à l'appréciation des chefs ou directeurs, eux-mêmes d'accord.

De même, dans certaines entreprises, particulièrement du secteur nationalisé, il suffit de s'afficher communiste pour avoir droit à certains appuis. Il n'est pas rare d'entendre des agents de maîtrise glorifier, sous une forme embellie, le système soviétique. Et ceux des travailleurs qui s'affichent socialistes sont, par contre, mis sournoisement en quarantaine.

Nous en avons des exemples frappants à la S. N. C. F., où les notes de fin d'année sont, DANS L'ENSEMBLE, réservées d'abord aux adhérents de la C. G. T., puis de la C. F. T. C. Les autres sont servis après... s'il en reste. Ce sont surtout ces combines qui ont facilité à un certain moment un recrutement intensif en faveur de la C. G. T. Nous pourrions apporter des preuves flagrantes. Les exceptions qu'on pourrait nous opposer — et nous en connaissons — ne feraient que confirmer cette règle générale. Aussi bien, nous n'avons jamais pris au sérieux les coups de bec de la fédération cégétiste des cheminots, contre les directions de la S. N. C. F. Car en réalité, ils ont toujours marché de

pair. C'est un peu le coup du cambrioleur qui crie au voleur.

Cette harmonie entre les cadres et le parti communiste ou ses succursales n'est pas tellement le fait du hasard. Mais il n'est pas, non plus, recherché, coordonné, voulu. Il est NATUREL.

par Fernand ROBERT

Les cadres, les ingénieurs, etc., se sont aperçus qu'ils ne perdraient rien au cas où Staline étendrait son empire en France. Au contraire, leur situation serait revalorisée. Une fois de plus, sommes-nous tentés de dire : « Le parti communiste, en prenant le pouvoir, ne les « liquiderait » pas, mais les lais-

serait en place, en leur demandant d'assurer un rendement maximum, par un resserrement de la discipline d'atelier ou de bureau. Ce qui ne saurait leur déplaire, dans la majorité des cas. Pour les avoir bien à lui, il leur offrirait de substantiels encouragements, au détriment des masses d'exécutants. Il leur demanderait de développer le stakano-

visme selon le tempérament frondeur de l'ouvrier français.

Or, le premier principe des cadres, — nous parlons toujours de la généralité, non de la totalité — c'est d'abord : « bien vivre et laisser dire ». Si donc

un régime, quel qu'il soit, fût-il soviétique ou franquiste, leur assure une large existence et une liberté de mouvements quasi totale, ils l'acceptent d'emblée. Peu leur importe que l'ensemble de la population soit brimée. Ce qui compte, c'est LEUR situation. En bref, l'égoïsme est leur guide. Qu'il se cache sous de bons et braves dehors de politesse, de finesse, d'éducation, n'ôte rien à la vérocité du fait.

Cet état d'esprit favorable au système soviétique — nous ne disons pas au communisme — se retrouve dans toutes les organisations « cadres » des différentes confédérations syndicales, que ce soit à F. O., aux Autonomes, à la C. F. T. C. Il est seulement plus nuancé.

Mais c'est précisément cet engouement inavoué, et souvent inconscient, qui maintient au pinacle les staliniens cégétistes et brise les grèves. On ne peut faire un mouvement, qu' aussitôt les cadres, venus de tous les horizons, ruinent les efforts des hommes sincères par leurs prétentions. Et chaque grève est une débacle, parce que la notion de super-valeur de la maîtrise, prônée par le parti communiste et la C. G. T., s'est insinuée, ancrée, au plus profond de celle-ci.

Seule, la C. N. T. a refusé de se plier à cette formule de division, de né-

Pour que vive le « Libertaire » C. C. P. 5561-76 Joulin

## La quinzaine du «Libertaire»

Souscriptions reçues du 27 mars au 3 avril

Groupe de cheminots de Migennes, 1.000 fr.; Laufer, 3.000; Davesne, 1.000; Deliberte, 1.000; Groupe Paris-Est, 4.500; Un instituteur, 1.000; Caral, 100; Gomez, 250; Joly, 100; Groupe de Collobes, 1.000; Beaujourn, 100; Un membre de l'U.A. de V.G. Gpe Est, liste 39, 1.029; Lecoine, 1.000; Lagarde,

batisse, 100; José, 100; Remy, 500; Lacour, 100; Décrulles, 100; Lasfargues, 500; Gazeilles, 250; Chioso, 700; Anonyme, 500; Perrin-Roché, 500; Marchandeau, 500; Bichon, 160; Grall, 300; Sarra, 1.000; E. Perrier, 1.300; Profit, 500; Médina, 500; De Winne, 500; Daumayrou, 100; Desablens, 500; Reverand, 300; Chamvres, 2 vers., 200; Dauphant, 200; Cannac E., 200; Seux, 1.500; Vicenti E., 500; Anonyme, 500;

## Un exemple de solidarité

Avec les mandats que nous envoient nos amis, la plupart aiment à nous témoigner leur sympathie.

L'un d'entre eux nous adresse une lettre particulièrement émouvante :

Monsieur,

Je n'ai pu rester insensible à l'appel que vous avez fait dans le « Libertaire ». J'ai bien connu son fondateur Sébastien Faure, qui de sa voix chaude et pressante nous faisait entrevoir la société libertaire.

Depuis, les années ont passé et malgré mes cheveux blancs je lis toujours son journal avec autant de plaisir qu'il y ait bien changé.

Je regrette de ne pas pouvoir vous donner plus de 200 fr., comme vous le savez les vieux n'ont pas de gros revenus.

Avec l'espoir qu'ils contribueront à continuer de faire paraître le « Libertaire », je vous quitte en vous rappelant toute ma sympathie.

Mme DALLET.

500; L. H., 160; Nicolas, 500; Dumord, 200; Lambert, 100; Y. Z., 35; Vendeur Amsterdam, 50; Balla, Briga, 100; Garin, 45; Brunet, 20; Maurice XIX, 200; XLT, 20; Michel, 100; Gpe Levallois, 500; Collecte, 500; Gpe Levallois, 500; Mounet, 200; Ramon, 300; Gpe Paris XV, Liste 1, 620; Saunier, 50; Emile, 200; Lambert, 60; Gpe Vitry, liste 17, 950; C. M. Esperanto, 50; Gil, Journée de Travail, 1.000; Serge, Journée de Travail, 1.000; Mauber, 1.000; Abe-casses, 1.500; Riou, 500; Raphanel, 500; R. L., 400; Mlle Landry, 200; Longlet, 100; Alvarez, 100; Sollier, 100; Couteille, 1.000; Lons-le-Saunier, N° 608, 800; N° 1126, 700; Ns 1372, 200; Douktan, 1.000; Huteau, 1.000; Sa-guez, 500; Roussel, 500; Mme J. Goffre, 500; Bidj, 500; Monty, 500; Guillaud, 400; Clouzet, 300; Feriot, 200; Bohème, 200; Un Lynx, 100; Carcelle, 100; A. Dottin, 100; Mallimouche, 100; A. Breton, 395; Ruan, 325; Pouch, 500; Emont, 400; Gpe Toulouse collecte, 2.055; Genaudet fils, 500; Michel Marcel, 1.000; P. 4, 250; Un petit retraité, 2 vers., 100; Grévin, 500; Marchand, 200; Bailleuse, 100; Berthet P., 950; Rouvet, 300; Mlle Colette, 200; Barthez, 500; Paul et Paulette, 500; Deux amis de St-Priest, 500; Mme V.-P. Zuber, 500; Camarades de Neux-les-Mines, 300; Tribotte, 200; Piccione-Den-gri, 520; Lambert, 150; Romeo, 40; Henez, 40; Fournier M., 1.000; Liste Lapeyre A., Ecole rationaliste F-Ferrier, 1.000; Salvador, 300; Abréa, 100; Hernandez, 100; Inder, 500; Denarié, 500; Cano, 500; Liste Dugne R., De-

Dervieux, 200; Marmonnier, par Dervieux, 200; Un sympathisant, 100; Mulier, 100; Tom, 200; Anonyme, 1.000; Giraud, 250; Guiguitant, 100; Mme Colonna, 500; Lacosse R., 1.000; Docteur Eubée, 1.000; Duclausse, 500; Carretier P., 1.000; Bassa A., 200; Rotgé G., 500; Bailly, 1.000; Lafon, 500; Bonnet E., 2.500; Delamotte, 500.

## On croit rêver :

## LE PATOIS ENSEIGNÉ A L'ÉCOLE

La Commission d'Education de la Chambre des Députés a approuvé une proposition de loi, déposée par un certain nombre de députés en majorité communistes, tendant à introduire le dialecte à l'école primaire. Cette proposition, rapportée par le député Deixonne, a été votée le 30 décembre 1949, « en douze ». La plupart des députés n'y ont vu que du bleu et ignorèrent même qu'ils ont adopté ce projet.

Ce qui prouve qu'ils savent bien ce qu'ils font et s'intéressent à leur « métier ».

Ainsi, au moment où on cherche à abolir les frontières, où des hommes perdent leur temps à faire campagne et développer l'espéranto, où chacun sent confusément qu'une langue unique faciliterait les contacts entre les peuples, nos bourgeois d'écoles font renaitre le patois. On va s'amuser à gaver les gosses des dialectes breton, auvergnat, catalan, flamand, alsacien, etc. Et Deixonne, qui ne doute de rien, nous avertit qu'il faudra débiter cet enseignement à l'école maternelle.

Au fou! Quand on sait que la majorité des enfants sortant de la primaire sont à peu près incapables d'écrire correctement le français, on reste perplexe devant les efforts de nos « représentants ».

Ce n'est pas pour rien qu'on trouve, en tête de cette besogne tendant à l'abrutissement du peuple, les députés communistes.

Pour régner, le parti communiste a besoin d'une masse amorphe, inéduquée, illettrée, incapable à la critique. Tous ses efforts tendent à ce résultat, depuis le syndical, où chaque adhérent doit obéir passivement, jusqu'à la cellule, où chacun se doit d'applaudir aux bons endroits, sans chercher à comprendre.

« Perinde nec cadaver », disaient les jésuites. Comme un cadavre, le parti communiste poursuit les mêmes buts que de Gaulle, que Hitler, que Franco, que la haute bourgeoisie. C'est pourquoi il emploie les mêmes moyens.

De plus, en entretenant les patois, il entretient les divisions territoriales à l'intérieur des frontières, il maintient les petites jalousies bien connues

entre les « terroirs » différents, entre le provincial et le Parisien, entre le campagnard et le citadin. En exacerbant les régionalismes, les régionalismes, il se réserve de jouer la carte de l'internationalisme et de l'unité, dénonçant la division qu'il a lui-même façonnée. C'est le Tartuffe, gagnant à tous les coups.

Nos gosses ont mieux à faire que d'apprendre « ces langages morts ». S'ils ont des dispositions pour les langues vivantes, qu'on leur enseigne l'anglais, l'allemand, etc. Ce sera autrement utile. Qu'on commence à leur proposer, dès l'école, l'espéranto.

Le Corps enseignant se doit de protester violemment contre ce retour aux dialectes. Qu'il appelle les ruraux à la rescousse : nous connaissons bien ces derniers, et nous savons parfaitement que ce qu'ils veulent, c'est que leurs gosses ne soient pas comme eux : incapables de lire un texte sans confusion. Nous savons ce que sont leurs désirs en cette matière, comme en bien d'autres, parce que nous en sommes.

La majorité des députés, fussent-ils communistes, n'en peut dire autant.

F. R.



POUR L'ENTRAÏDE

Dans la dernière page internationale du Lib nous rappelons l'attaque de trois jeunes camarades de la Fédération Anarchiste Ligurienne contre le consulat franquiste de Gènes.

Un Comité s'est constitué pour défendre ces militants.

Deux de nos jeunes camarades se t'emprisonnés.

Souscrivez à Moine, 10, rue Bichat, Paris. C.C.P. Paris 4730-94.

La Gérante : P. LAVIN.

IMD. Cent. du Croissant 18, rue du Croissant, Paris 10.